



COMMUNIQUÉ DE PRESSE POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Rencontre des chefs d'État Harper, Bush et Calderón à Montebello, Québec

Le sommet sur le PSP : un véritable coup d'État

(Montréal, Ottawa, Mexico et Washington – 19 août 2007) – Les 20 et 21 août prochains, les présidents Bush des États-Unis et Calderón du Mexique rencontreront le Premier ministre Harper du Canada pour faire progresser le « Partenariat pour la sécurité et la prospérité » (PSP), une sorte d'ALÉNA+ mis de l'avant par les grandes entreprises du secteur privé. Les trois chefs d'État se rencontreront au Château Montebello, loin du regard public, derrière un imposant dispositif de sécurité. Toutefois, les dirigeants et dirigeantes des grandes entreprises, membres du Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) seront sur place pour influencer directement les discussions. Les dix membres canadiens du CNAC ont été nommés par le Premier ministre Harper lui-même en juin 2006, ce qui leur assure un accès privilégié aux ministres responsables du PSP pour faire valoir leur vision « corporative » de l'intégration continentale.

Une alliance de groupes de citoyens des trois pays d'Amérique du Nord questionne non seulement l'ordre du jour de ce sommet des leaders nord-américains, mais aussi le secret entourant les discussions sur le PSP. « Le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) et son bras agissant, le Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) donnent des avis aux décideurs gouvernementaux, mais leurs avis ne sont pas disponibles au public », commente Rick Arnold de Common Frontiers, un réseau canadien d'organisations syndicales, ecclésiastiques, environnementales, étudiantes et de développement international. « Comme c'est de l'avenir de l'Amérique du Nord dont on débat lors de ces sommets, nos gouvernements devraient écouter le public, pas seulement quelques dirigeants de grandes entreprises motivés principalement par le profit à court terme ».

La sécurité énergétique pour qui?

Tout indique que les discussions entre les « trois amigos » seront dominées par la question de la sécurité énergétique en Amérique du Nord, pour laquelle le Canada et le Mexique sacrifient leurs propres besoins afin de satisfaire la demande énergétique des États-Unis. Le Canada a renoncé à contrôler le niveau de ses exportations de pétrole et de gaz il y a plus de 14 ans quand il a accepté la clause de partage proportionnel de l'ALÉNA. En vertu de cette clause, le Canada est obligé d'exporter vers les États-Unis quelque 65 % de sa production et doit en conséquence importer 40 % du pétrole dont il a besoin (surtout d'Algérie et d'Irak) pour combler la différence. Le Mexique a réussi à maintenir son secteur énergétique parmi les exclusions prévues à l'ALÉNA parce que l'État est le propriétaire de la compagnie pétrolière nationale et que le caractère public de la propriété des ressources pétrolières est inscrit dans la constitution. Mais on sait déjà que, lors des discussions de Montebello, l'accent sera mis sur les façons d'« aider » le Mexique à rendre son secteur énergétique plus compétitif – avec l'« aide » des transnationales

du pétrole. Washington cherchera aussi à obtenir l'engagement de ses deux voisins en vue d'accélérer l'exploration et la production pétrolières et gazières, ainsi que pour la construction de pipelines Nord-Sud vers les raffineries des États-Unis.

« Étant donné le déclin rapide des ressources pétrolières faciles d'accès et l'insatiable appétit des États-Unis pour le pétrole, les Mexicains pourraient être plongés dans l'obscurité et les Canadiens condamnés à geler puisque leurs réserves énergétiques seront complètement dilapidées », explique Pierre-Yves Serinet du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC). « C'est une des raisons pour lesquelles les organisations syndicales du secteur énergétique du Québec, du Canada, des États-Unis et du Mexique participent aujourd'hui, ce 18 août à Montréal, à une rencontre, parrainée par le RQIC et les trois autres réseaux nord-américains, sur le thème du PSP et de l'intégration énergétique », ajoute M. Serinet. « Cette rencontre donne un nouvel élan à la coopération transfrontalière en vue de définir une vision différente de l'avenir du secteur énergétique en Amérique du Nord ».

Le public tenu à l'écart

Nous faisons face à une nouvelle phase de l'intégration néolibérale en Amérique du Nord, une phase dans laquelle la prise de décisions sur d'importants changements apportés sous le PSP est réservée à la branche exécutive du gouvernement au mépris de nos institutions démocratiques. En plus de discuter de la sécurité énergétique, les leaders nord-américains disposeront aussi des rapports de 19 groupes de travail qui chapeautent quelque 300 initiatives dans le cadre du PSP. Les promoteurs du PSP prétendent qu'ils ne font qu'ajuster les réglementations existantes, qu'harmoniser des normes qui nuisent au commerce transfrontalier, rien qui puisse alarmer le public, encore moins qui mérite d'être débattu par les parlementaires. Mais la réalité est tout autre. Se basant sur le principe discuté que l'accroissement de notre prospérité repose sur celui de notre sécurité, les nombreux groupes de travail du PSP adoptent des mesures de sécurité et de militarisation tout en approfondissant le type d'intégration souhaité par les grandes entreprises. Et ça couvre large, allant de l'étiquetage et de l'analyse des aliments à la forme des réseaux énergétiques et électriques nord-américains.

Au cours des quatre derniers mois, le gouvernement Harper a annoncé que les Canadiens et Canadiennes vont devoir s'habituer à avoir plus de résidus de pesticides dans la nourriture importée puisque le Canada harmonisera (à la hausse) la quantité de résidus de pesticides permise sur les fruits et les légumes importés pour les rendre à des niveaux similaires à ceux tolérés aux États-Unis et au Mexique. Puis, lors de l'annonce de son plan vert, qui devait viser spécifiquement l'industrie pétrolière, Ottawa a cédé aux pressions de Washington en excluant la production de pétrole à partir des sables bitumineux. Encore, en juin dernier, le Canada a lancé sa propre version de la liste d'interdictions de vol à l'exemple des États-Unis. Cette liste contiendrait quelque 2 000 noms de personnes étiquetées comme étant un « risque à la sécurité » et, de ce fait, sans qu'elles ne le sachent, elles risquent de voir leur nom transmis à travers le monde.

Des emplois manufacturiers se perdent

Au moment même où le Canada et le Mexique perdent des emplois manufacturiers à un rythme préoccupant, le groupe de travail sur les règles d'origine de l'ALÉNA est sur le point de recommander aux chefs d'État réunis à Montebello de les « libéraliser » davantage. Les règles d'origine existent pour identifier quel pays a produit les diverses composantes des produits

exportés et quel tarif préférentiel doit s'appliquer, s'il y a lieu. Au bout du compte, c'est là où les produits sont fabriqués que les emplois sont créés.

Cependant, le groupe de travail priorise l'achat de composantes bon marché plutôt que la création d'emplois dans les pays de l'ALÉNA. Pour le Mexique, ça a signifié que le contenu « mexicain » de leurs exportations manufacturières a chuté de 90 % à 30 %, entraînant la perte d'innombrables emplois, particulièrement dans les petites et les moyennes entreprises. Le Canada est aussi affecté négativement par le relâchement des règles d'origine, puisque celui-ci a contribué à la perte de 250 000 emplois manufacturiers au cours des cinq dernières années – une perte de 150 emplois par jour en moyenne. Pire encore, le groupe de travail sur les règles d'origine devrait recommander, à Montebello, un accès préférentiel de toutes composantes fabriquées dans un pays qui a signé un accord de libre-échange avec un des trois pays de l'ALÉNA, comme si ces composantes avaient été fabriquées dans l'espace nord-américain.

Un « Plan Colombie » pour le Mexique?

Des reportages récents ont fait état d'un accord négocié en secret par les administrations Bush et Calderón pour combattre les cartels de la drogue du Mexique, assorti d'un plan d'aide s'étalant sur plusieurs années. Un haut responsable du gouvernement des États-Unis a même indiqué qu'une annonce serait faite à ce sujet au sommet de Montebello. Ce plan d'aide comprendra des éléments tels de l'équipement d'écoute électronique, ce qui ouvrira la voie à la surveillance illégale des activités des citoyennes et citoyens du Mexique, des appareils d'aviation pour transporter des brigades anti-drogues mexicaines, le tout assorti de formations spécialisées de responsables mexicains. Les pourparlers ont été pour la plupart cachés aux médias, aux parlementaires et au public en général, à cause de la sensibilité particulière des gens du Mexique face aux ingérences des États-Unis en sol mexicain. Étant données les similarités avec le controversé Plan Colombie, financé par les États-Unis, qui a été utilisé non seulement contre les barons de la drogue, mais aussi contre les citoyennes et les citoyens qui s'opposaient au gouvernement de Bogota, le public mexicain se sent interpellé par ce nouveau plan d'aide de l'administration Bush. Le porte-parole du Réseau mexicain d'action face au libre-échange (RMALC), Alejandro Villamar, rappelle à son gouvernement l'attachement historique du Mexique pour le principe de non-intervention dans les affaires des autres pays. « Le Mexique abandonne ainsi et la Loi constitutionnelle et une tradition vitale ».

« S'attaquer à d'importantes questions sous le sceau du secret comme c'est en train de se produire lors des rencontres des leaders nord-américains signifie que les citoyennes et citoyens des trois pays ne reçoivent aucune information et ne sont pas consultés. C'est une menace sérieuse aux droits démocratiques des peuples de toute l'Amérique du Nord », conclut Villamar.

Les États-Unis devraient stopper l'escalade de la peur

L'Alliance for Responsible Trade (ART), basée à Washington, souligne que la majorité démocrate au Congrès des États-Unis est sans doute capable de ralentir le processus et d'obtenir une certaine transparence quant aux objectifs du PSP mais, même dans le nouveau Congrès issu des élections de mi-mandat, les enjeux entourant le PSP sont très peu connus. De toute façon, le porte-parole de ART, Tom Loudon, qui a transmis son message par l'entremise de M. Pérez Rocha, note que la politique étrangère des États-Unis va probablement poursuivre sa course destructrice parce que la plupart des Démocrates sont soumis aux intérêts des grandes entreprises.

« Les États-Unis doivent stopper l'escalade de la peur et s'engager dans une nouvelle direction beaucoup plus positive », selon Loudon. Il poursuit en soulignant que « les États-Unis doivent reconnaître et respecter la souveraineté de ses deux voisins nord-américains et respecter les droits humains et les libertés civiles dans la région ». Loudon ajoute que « dans cette partie du continent, on devrait travailler à assurer le respect des droits des travailleurs, un travail décent pour tous, ainsi qu'à accorder la priorité à un environnement durable ».

Les politiques publiques avant les intérêts privés

L'alliance des quatre réseaux d'Amérique du Nord exigent des parlementaires des trois pays qu'ils demandent la pleine transparence sur le processus du PSP et qu'ils mettent fin à la pratique antidémocratique de l'accès privilégié des patrons des grandes entreprises aux ministres clés des différents cabinets, ce dont bénéficient les membres du Conseil nord-américain de la compétitivité.

Les quatre réseaux insistent sur le fait que les leaders de l'Amérique du Nord devraient discuter ouvertement, sur la place publique, des questions qui concernent directement le public. Ils peuvent commencer avec l'incessante polarisation des revenus et des richesses dans chacune de leur société, l'impératif de maintenir l'accès universel garanti aux services de santé publics, et la nécessité de joindre leurs efforts dans une lutte coordonnée aux changements climatiques.

-30-

Pour informations, contactez :

Rick Arnold, Common Frontiers: 905-373-8792; comfront@web.ca

Normand Pépin, RQIC: 514-217-6529; pepinn@csd.qc.ca / rqic@ciso.qc.ca

Alejandro Villamar, RMAALC : 011 (52) (55) 5356-0599; rmalc@laneta.apc.org

Tom Loudon, ART-USA: (301) 699-0042; toml@quixote.org